



CHAPITRE 103

Loi modifiant la charte de la cité
des Trois-Rivières

[Sanctionnée le 18 juin 1971]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité des Trois-Rivières a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 90 des lois de 1915, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées et que certains pouvoirs lui soient accordés;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Existence
continué.

1. « La Corporation de la cité des Trois-Rivières », constituée par l'article 4 du chapitre 90 des lois de 1915, continue d'exister et est désormais connue et désignée sous le nom de « Ville de Trois-Rivières ».

1915, c.
90, a. 4,
remp.

2. L'article 4 du chapitre 90 des lois de 1915 est remplacé par le suivant:

Constitu-
tion.
Nom.

« 4. Les habitants et les contribuables de la Ville de Trois-Rivières, et leurs successeurs, forment et continuent de former une corporation municipale sous le nom de « Ville de Trois-Rivières ». »

CHAPTER 103

An Act to amend the charter of the city
of Trois-Rivières

[Assented to 18th June 1971]

Preamble.

WHEREAS the city of Trois-Rivières has by its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 90 of the statutes of 1915, and the acts amending it, be again amended and that certain powers be granted to the city;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Corpora-
tion con-
tinued.

1. "The Corporation of the City of Trois-Rivières", incorporated by section 4 of chapter 90 of the statutes of 1915, replaced in the English version by section 1 of chapter 106 of the statutes of 1937, is continued in existence and shall henceforth be known and designated as the "city of Trois-Rivières".

1915, c.
90, s. 4,
replaced.

2. Section 4 of chapter 90 of the statutes of 1915, replaced in the English version by section 1 of chapter 106 of the statutes of 1937, is again replaced by the following:

Incorpo-
ration.
Name.

4. The inhabitants and ratepayers of the city of Trois-Rivières and their successors are and shall continue to be a municipal corporation under the name of "city of Trois-Rivières".

1915, c.
90, mod.

3. Ledit chapitre est modifié en remplaçant par « Ville de Trois-Rivières » le nom « Corporation de la cité des Trois-Rivières » chaque fois que celui-ci est employé pour désigner la Ville de Trois-Rivières.

Interpré-
tation.

Dans toute loi, proclamation, arrêté en conseil, contrat ou document, le nom « Corporation de la cité des Trois-Rivières » désigne « Ville de Trois-Rivières ».

Idem.

Nonobstant tout autre disposition de la présente loi, l'emploi du nom mentionné à l'alinéa précédent au lieu du nom de « Ville de Trois-Rivières » n'entraîne pas nullité.

Causes
pendantes
conti-
nuées.

Les causes pendantes à l'entrée en vigueur de la présente loi et auxquelles la Ville de Trois-Rivières est partie peuvent être continuées jusqu'à jugement et exécution comme si la présente loi n'avait pas été adoptée.

1915, c.
90, a. 16,
ab.

4. L'article 16 dudit chapitre est abrogé.

Id., a. 26,
ab.

5. L'article 26 de ladite loi, remplacé par l'article 2 du chapitre 108 des lois de 1931/1932 et modifié par l'article 2 du chapitre 83 des lois de 1940, est abrogé.

Id., a. 32,
ab.

6. L'article 32 dudit chapitre est abrogé.

Id., aa.
56-61, ab.

7. Les articles 56 à 61 dudit chapitre sont abrogés.

Id., a. 62,
ab.

8. L'article 62 dudit chapitre, modifié par l'article 2 du chapitre 84 des lois de 1947, est abrogé.

Id., aa.
63-67, ab.

9. Les articles 63 à 67 dudit chapitre sont abrogés.

Id., a. 74,
ab.

10. L'article 74 dudit chapitre, modifié par l'article 3 du chapitre 107 des lois de 1939, est abrogé.

Id., a. 75,
ab.

11. L'article 75 dudit chapitre, remplacé par l'article 5 du chapitre 98 des lois de 1929, par l'article 2 du chapitre 126 des lois de 1933, par l'article 9 du chapitre 107 des lois de 1939, par l'article 1 du

3. The said chapter is amended by replacing the name "The Corporation of the City of Trois-Rivières", wherever it is used to designate the city of Trois-Rivières, by the name "city of Trois-Rivières".

1915, c.
90, am.

In any act, proclamation, order in council, contract or document, the name "The Corporation of the City of Trois-Rivières" means the "city of Trois-Rivières".

Interpre-
tation.

Notwithstanding any other provision of this act, use of the name mentioned in the preceding paragraph instead of the name "city of Trois-Rivières" shall not entail nullity.

Idem.

Cases pending when this act comes into force to which the city of Trois-Rivières is a party may be continued to judgment and execution as if this act had not been passed.

Pending
cases not
affected.

4. Section 16 of the said chapter is repealed.

1915, c.
90, s. 16,
repealed.

5. Section 26 of the said act, replaced by section 2 of chapter 108 of the statutes of 1931/1932 and amended by section 2 of chapter 83 of the statutes of 1940, is repealed.

Id., s. 26,
repealed.

6. Section 32 of the said chapter is repealed.

Id., s. 32,
repealed.

7. Sections 56 to 61 of the said chapter are repealed.

Id., ss.
56-61,
repealed.

8. Section 62 of the said chapter, amended by section 2 of chapter 84 of the statutes of 1947, is repealed.

Id., s. 62,
repealed.

9. Sections 63 to 67 of the said chapter are repealed.

Id., ss.
63-67,
repealed.

10. Section 74 of the said chapter, amended by section 3 of chapter 107 of the statutes of 1939, is repealed.

Id., s. 74,
repealed.

11. Section 75 of the said chapter, replaced by section 5 of chapter 98 of the statutes of 1929, by section 2 of chapter 126 of the statutes of 1933, by section 9 of chapter 107 of the statutes of 1939, by

Id., s. 75,
repealed.

chapitre 79 des lois de 1949 et par l'article 1 du chapitre 84 des lois de 1950, est abrogé.

section 1 of chapter 79 of the statutes of 1949 and by section 1 of chapter 84 of the statutes of 1950, is repealed.

1915, c.
90, a. 94,
ab.

12. L'article 94 dudit chapitre, abrogé par l'article 3 du chapitre 84 des lois de 1947 et remplacé par l'article 3 du chapitre 78 des lois de 1963 (1^{re} session), est abrogé.

12. Section 94 of the said chapter, repealed by section 3 of chapter 84 of the statutes of 1947 and replaced by section 3 of chapter 78 of the statutes of 1963 (1st session), is repealed.

1915, c.
90, s. 94,
repealed.

1930/31,
c. 128,
a. 6,
ab.

13. L'article 6 du chapitre 128 des lois de 1930/1931, remplacé par l'article 5 du chapitre 106 des lois de 1937, est abrogé.

13. Section 6 of chapter 128 of the statutes of 1930/1931, replaced by section 5 of chapter 106 of the statutes of 1937, is repealed.

1930/31,
c. 128,
s. 6,
repealed.

1933, c.
126, a. 1,
ab.

14. L'article 1 du chapitre 126 des lois de 1933 est abrogé.

14. Section 1 of chapter 126 of the statutes of 1933 is repealed.

1933, c.
126, s. 1,
repealed.

1937, c.
106, a. 13,
ab.

15. L'article 13 du chapitre 106 des lois de 1937, remplacé par l'article 3 du chapitre 76 des lois de 1942, est abrogé.

15. Section 13 of chapter 106 of the statutes of 1937, replaced by section 3 of chapter 76 of the statutes of 1942, is repealed.

1937, c.
106, s. 13,
repealed.

1939, c.
107, a. 3,
ab.

16. L'article 3 du chapitre 107 des lois de 1939 est abrogé.

16. Section 3 of chapter 107 of the statutes of 1939 is repealed.

1939, c.
107, s. 3,
repealed.

1965
(1^{re} sess.),
c. 94, aa.
19, 20,
ab.

17. Les articles 19 et 20 du chapitre 94 des lois de 1965 (1^{re} session) sont abrogés.

17. Sections 19 and 20 of chapter 94 of the statutes of 1965 (1st session) are repealed.

1965
(1st sess.),
c. 94,
ss. 19, 20,
repealed.

1966/67,
c. 99,
aa. 9, 10,
ab.

18. Les articles 9 et 10 du chapitre 99 des lois de 1966/1967 sont abrogés.

18. Sections 9 and 10 of chapter 99 of the statutes of 1966/1967 are repealed.

1966/67,
c. 99,
ss. 9, 10,
repealed.

S.R., c.
193, a.
426, mod.
pour la
ville.

19. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié pour la ville en ajoutant, après le quatrième alinéa du paragraphe 17^o, le suivant :

19. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended for the city by adding after the fourth paragraph of paragraph 17 the following :

R.S., c.
193, s.
426, am.
for city.

Billet
d'assignation
preuve de
la contraven-
tion.

« Lorsqu'une personne est assignée à comparaître pour une contravention aux règlements relatifs à la circulation et au stationnement et qu'elle fait défaut de comparaître, le billet d'assignation émis par le constable fait preuve *prima facie* de la contravention, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature dudit constable et sa nomination. »

“When a person is summoned to appear for violating a traffic or parking by-law and fails to appear, the notice of summons issued by the constable shall make *prima facie* proof of the violation, and it shall not be necessary to prove the said constable's signature and appointment.”

Notice is
proof of
violation.

Ratifica-
tion de
décision
accordant
une pen-
sion.

20. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 11 novembre 1968, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 18 novembre 1968, accordant une pension de retraite viagère à Alphonse Bouchard, à compter du 5 janvier 1969, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$2,406.48 par année, payable par

20. The decision of the council in standing committee on the 11th of November 1968, ratified by the council at a regular meeting held on the 18th of November 1968, granting a retirement pension to Alphonse Bouchard for life from the 5th of January 1969, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$2,406.48

Decision
granting
pension
ratified.

versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments.

Ratification de décision accordant une pension.

21. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 11 novembre 1968, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 18 novembre 1968, accordant une pension de retraite viagère à Edgar Dubord, à compter du 10 novembre 1968, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$2,204.12 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

21. The decision of the council in standing committee on the 11th of November 1968, ratified by the council at a regular meeting held on the 18th of November 1968, granting a retirement pension to Edgar Dubord for life from the 10th of November 1968, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$2,204.12 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments. Decision granting pension ratified.

Idem.

22. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 11 novembre 1968, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 18 novembre 1968, accordant une pension de retraite viagère à Alfred Janvier, à compter du 24 novembre 1968, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$2,113.03 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

22. The decision of the council in standing committee on the 11th of November 1968, ratified by the council at a regular meeting held on the 18th of November 1968, granting a retirement pension to Alfred Janvier for life from the 24th of November 1968, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$2,113.03 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments. Idem.

Idem.

23. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 30 décembre 1968, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 13 janvier 1969, accordant une pension de retraite viagère à Alphonse Lebel, à compter du 15 novembre 1968, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$3,022.65 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

23. The decision of the council in standing committee on the 30th of December 1968, ratified by the council at a regular meeting held on the 13th of January 1969, granting a retirement pension to Alphonse Lebel for life from the 15th of November 1968, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$3,022.65 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments. Idem.

Idem.

24. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 11 novembre 1968, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 18 novembre 1968, accordant une pension de retraite viagère à J.-Armand Marcouiller, à compter du 1^{er} décembre 1968, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$2,127.48 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

24. The decision of the council in standing committee on the 11th of November 1968, ratified by the council at a regular meeting held on the 18th of November 1968, granting a retirement pension to J.-Armand Marcouiller for life from the 1st of December 1968, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$2,127.48 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments. Idem.

Idem.

25. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 11 novembre 1968, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 18 novembre 1968, accordant une pension de retraite viagère à Émile Paquin, à compter du 24 janvier 1969, est ratifiée. Le montant de la pension est

25. The decision of the council in standing committee on the 11th of November 1968, ratified by the council at a regular meeting held on the 18th of November 1968, granting a retirement pension to Émile Paquin for life from the 24th of January 1969, is ratified. The amount of

fixé à \$1,881.34 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

such pension shall be fixed at \$1,881.34 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments.

Ratification de décision accordant une pension.

26. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 11 novembre 1968, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 18 novembre 1968, accordant une pension de retraite viagère à Lucien Rhéault, à compter du 18 février 1969, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$2,043.87 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

26. The decision of the council in standing committee on the 11th of November 1968, ratified by the council at a regular meeting held on the 18th of November 1968, granting a retirement pension to Lucien Rhéault for life from the 18th of February 1969, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$2,043.87 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments. Decision granting pension ratified.

Idem.

27. La décision du conseil siégeant en assemblée régulière le 10 novembre 1969, accordant une pension de retraite viagère à Hervé Marineau, à compter du 18 juin 1970, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$2,261 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

27. The decision of the council in standing committee on the 10th of November 1969, granting a retirement pension to Hervé Marineau for life from the 18th of June 1970, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$2,261 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments. Idem.

Idem.

28. La décision du conseil siégeant en assemblée régulière le 10 novembre 1969, accordant une pension de retraite viagère à Ernest Linteau, à compter du 25 mars 1970, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$2,150.54 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

28. The decision of the council in standing committee on the 10th of November 1969, granting a retirement pension to Ernest Linteau for life from the 25th of March 1970, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$2,150.54 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments. Idem.

Idem.

29. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 6 février 1970, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 9 février 1970, accordant une pension de retraite viagère à Émilien Gingras, à compter du 17 février 1970, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$3,028.78 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

29. The decision of the council in standing committee on the 6th of February 1970, ratified by the council at a regular meeting held on the 9th of February 1970, granting a retirement pension to Émilien Gingras for life from the 17th of February 1970, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$3,028.78 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments. Idem.

Idem.

30. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 13 octobre 1970, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 10 novembre 1970, accordant une pension de retraite viagère à Charles Auger, à compter du 1^{er} juillet 1971, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$2,176.11 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

30. The decision of the council in standing committee on the 13th of October 1970, ratified by the council at a regular meeting held on the 10th of November 1970, granting a retirement pension to Charles Auger for life from the 1st of July 1971, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$2,176.11 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments. Idem.

Ratification de décision accordant une pension.

31. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 5 octobre 1970, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 13 octobre 1970, accordant une pension de retraite viagère à Aurèle Leroux, à compter du 1^{er} juillet 1971, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$2,454.20 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

Idem.

32. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 25 janvier 1971, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 1^{er} février 1971, accordant une pension de retraite viagère à Charles Edouard Plante, à compter du 1^{er} juillet 1971, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$1,622.05 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

Idem.

33. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 21 décembre 1970, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 4 janvier 1971, accordant une pension de retraite viagère à Georges Thibeault, à compter du 1^{er} juillet 1971, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$1,807.38 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

Idem.

34. La décision du conseil siégeant en commission permanente le 20 janvier 1971, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 25 janvier 1971, accordant une pension de retraite viagère à Lionel Parenteau, à compter du 1^{er} juillet 1971, est ratifiée. Le montant de la pension est fixé à \$1,871.75 par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

Approbation de règlement pour fonds de retraite.

35. Un règlement de la ville établissant un fonds de pension de retraite ne peut avoir effet avant d'être approuvé par la Régie des rentes du Québec; celle-ci doit, avant d'approuver le règlement, s'assurer qu'il maintient, en faveur des personnes qui ont droit à une pension par suite de l'application de l'article 13 du chapitre 106 des lois de 1937, remplacé par l'article 3 du chapitre 76 des lois de 1942, des avantages au moins égaux à

Decision granting pension ratified.

31. The decision of the council in standing committee on the 5th of October 1970, ratified by the council at a regular meeting held on the 13th of October 1970, granting a retirement pension to Aurèle Leroux for life from the 1st of July 1971, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$2,454.20 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments.

Idem.

32. The decision of the council in standing committee on the 25th of January 1971, ratified by the council at a regular meeting held on the 1st of February 1971, granting a retirement pension to Charles Edouard Plante for life from the 1st of July 1971, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$1,622.05 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments.

Idem.

33. The decision of the council in standing committee on the 21st of December 1970, ratified by the council at a regular meeting held on the 4th of January 1971, granting a retirement pension to Georges Thibeault for life from the 1st of July 1971, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$1,807.38 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments.

Idem.

34. The decision of the council in standing committee on the 20th of January 1971, ratified by the council at a regular meeting held on the 25th of January 1971, granting a retirement pension to Lionel Parenteau for life from the 1st of July 1971, is ratified. The amount of such pension shall be fixed at \$1,871.75 per annum, payable for life in equal and consecutive bi-monthly instalments.

Approval of by-law for pension fund

35. No by-law of the city to establish a retirement pension fund shall have effect before it is approved by the Québec Pension Board which, before approving such by-law, shall ascertain that it maintains benefits for persons entitled to a pension under section 13 of chapter 106 of the statutes of 1937, replaced by section 3 of chapter 76 of the statutes of 1942, which are at least equal to those from which such persons were benefiting under

ceux dont elles bénéficiaient en vertu de ces dispositions; à compter de la date où un tel règlement commence à avoir effet, ces avantages cessent de leur être applicables en vertu de ces dispositions.

those provisions; from the date on which such a by-law begins to have effect, such benefits shall cease to apply to such persons under those provisions.

Entrée en
vigueur
de a. 15.

36. L'article 15 entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil; cette date ne peut être antérieure à la date à laquelle un règlement visé à l'article 35 commence à avoir effet.

36. Section 15 shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council; such date shall not be earlier than that on which a by-law contemplated in section 35 begins to have effect. Coming into force of s. 15.

Entrée en
vigueur.

37. Sous réserve de l'article 36, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

37. Subject to section 36, this act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.